



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 04/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEMEX GRANULATS Sud-Ouest SAS

13 rue des Lacs
LESPINASSE - CS 25114
31150 Fenouillet

Références : 26-077
Code AIOT : 0005207291

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/11/2025 dans l'établissement CEMEX GRANULATS Sud-Ouest SAS implanté Berron, Bois de Berron, Sedot 33480 Avensan. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Le jour de l'inspection, l'activité d'extraction était à l'arrêt. L'exploitant a choisi de stopper l'utilisation de la dragueline au profit d'un rallongement d'une pelle à bras. Une maintenance du tapis acheminant les matériaux était également en cours. Le traitement des matériaux était possible sur la base d'un stock correspondant à une activité de 2 à 3 semaines.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS Sud-Ouest SAS
- Berron, Bois de Berron, Sedot 33480 Avensan
- Code AIOT : 0005207291
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

CEMEX Granulats Sud-Ouest exploite une carrière de sables et graviers sur la commune d'Avensan (33) autorisée par l'arrêté préfectoral du 07/09/2018 pour une durée de 25 ans et pour une production annuelle entre 350 et 480 000 tonnes. Cette autorisation vaut dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces ou habitats protégés et autorise le défrichement d'une cinquantaine d'hectares.

Le périmètre de la carrière accueille également une station de tri, transit et regroupement de matériaux et déchets inertes, ainsi que des installations de traitement des matériaux et déchets inertes.

La remise en état de la carrière consiste principalement au remblaiement d'une partie de la carrière avec des déchets inertes extérieurs et à la restauration de zones humides.

Il est à noter l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 octobre 2025 qui a acté la modification de parcelles dans le cadre des mesures de compensation en matière d'espèces protégées, ainsi que l'ajout d'une espèce au titre de la dérogation.

Le respect des prescriptions de cet arrêté n'a pas fait l'objet de la présente inspection.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Phasage	Arrêté Préfectoral du 07/09/2018, article 2.1.5.2 et 2.1.6.2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Zone exploitable	Arrêté Préfectoral du 07/09/2018, article 1.2.4.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 07/09/2018, article 2.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Lavage des matériaux	Arrêté Préfectoral du 07/09/2018, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
7	Bruit	Arrêté Préfectoral du 07/09/2018, article 8	Demande d'action corrective	12 mois
8	Prévention de la pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 07/09/2018, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 07/09/2018, article 2.2.1	Sans objet
6	Obligations en période de sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1,2 et 3	Sans objet
9	Qualité de l'air ambiant	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39 et 57	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les conditions d'exploitation fixées par l'arrêté d'autorisation de 2018 ont évolué pour ce qui concerne le phasage et la gestion de l'eau de traitement compte-tenu d'une qualité de gisement plus argileuse que prévue.

Il est attendu de l'exploitant de clarifier l'incidence de cette situation qui est à régulariser au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Des justificatifs sont également à fournir selon les éléments présentés dans les fiches de constats ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Phasage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2018, article 2.1.5.2 et 2.1.6.2
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Art. 2.1.5.2 : L'exploitation est conduite conformément aux plans relatifs à la description du phasage de l'exploitation présents en Annexe n°4 du présent arrêté. Art. 2.1.6.2 : L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bornes visées à l'article 2.1.2.2 ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les relevés bathymétriques ;- les zones remises en état ;- les voies de circulation ;- les installations de toute nature (bascule, locaux, installations de traitement,.....} ;- les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'art. 1.2.3.2 ;- la position des éléments de surface visés à l'art. 1.2.3.2 et, s'il y a lieu, leur périmètre de

protection institué en vertu de réglementations spéciales.
Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. À la fin de chaque période quinquennale, ce plan est adressé à l'inspection des installations classées.

Constats :

Selon le phasage autorisé, l'extraction devrait correspondre au milieu de la phase 2.
L'exploitant a fourni un plan mis à jour le 27/05/2025 qui permet de visualiser les différents périmètres et les éléments de suivi de l'exploitation.
Il est constaté que deux fronts sont ouverts sur les zones appelées "extension" au Sud-ouest (correspond à la fin phase 1) et au Sud-Est (correspond au milieu phase 3). L'exploitant explique que la nature du gisement n'est pas celle attendue et que pour le marché du béton, il a fallu ouvrir ces 2 fronts pour produire des sables (zone SO) et des graves (zone S-SE, gisement chargé en argile).

Bien que le besoin soit justifié, les surfaces en dérangement sont différentes de celles prises en compte dans l'étude d'impact initiale.

L'exploitant indique prévoir le dépôt d'un dossier de modification d'ici fin 2025. A ce jour, aucun dossier n'a été reçu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de présenter sa nouvelle stratégie d'extraction, en justifiant en quoi les hypothèses ayant conduit à l'autorisation ne sont pas confirmées et comment il améliore la connaissance des futures zones d'extraction.
Une analyse de l'incidence environnementale, ainsi qu'une mise à jour du plan de phasage et en conséquence du calcul des garanties financières sont à fournir dans le dossier en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Zone exploitable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2018, article 1.2.4.3

Thème(s) : Autre, Zone d'exclusion

Prescription contrôlée :

Une zone de 200 mètres n'est pas exploitée autour de l'habitation de Berron par rapport aux terrains de l'extension Nord et Ouest.
Les fossés présents en limite de l'exploitation sont conservés. Un retrait de 50 mètres par rapport à la RD 208 en bordure Ouest de la zone d'extension Ouest correspondant à la largeur de l'espace boisé classé (EBC) inscrit au PLU de la commune d'Avensan est maintenu.
Une zone de boisement de 25 mètres de large est maintenue le long de la RD208 en bordure Ouest de la zone d'extension sud. En bordure du ruisseau « La Louise » une zone de boisement est

maintenue sur une largeur de 35 mètres en bordure Est de la zone d'extension sud. Une zone de retrait de 10 mètres est réalisée de part et d'autre de la piste DFCI n°P23 et de la ligne HTA enterrée le long de la piste DFCI n°P23.
Une clôture interdit les travaux dans ces zones.

+ APMG 1994, art.14-1 : Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Constats :

Les différents périmètres et bandes de protection sont effectivement repérés sur le plan d'exploitation.
L'examen du plan de mai 2025 permet de constater que la bande de retrait de 10 mètres n'est pas respectée au Nord de la carrière.

Cette situation est une non-conformité susceptible de faire l'objet d'une mise en demeure sans action dans des délais courts

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de justifier cette situation et de confirmer la stabilité de la zone. Un recul de clôture ou une mise en sécurité supplémentaire est à étudier, et au besoin, à mettre en œuvre au plus tard sous 1 mois.
Quoi qu'il en soit, cette zone est à remblayer en priorité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2018, article 2.2.1

Thème(s) : Autre, Gestion des stocks

Prescription contrôlée :

Les quantités de matériaux stockées doivent être inférieure à 150 000 m³ pour une surface maximale totale au sol de 54 000 m². La hauteur des tas est limitée à 18 m.

Constats :

L'état des stocks est réalisé sur la base d'un relevé géomètre. Au 10/09/2024, 42 522 m3 de matériaux étaient présents. Au 9/09/2025, le stock est de 37 141 m3.

L'exploitant explique que pour les matériaux roulés, un stock sur plus de 5 m (avec rampe) n'est pas possible. Pour les autres matériaux, la hauteur usuelle est à 12 m ce qui correspond à la limite des arbres.

La situation est conforme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2018, article 2.3

Thème(s) : Autre, Remblayage

Prescription contrôlée :

(...)

L'exploitation de la phase n+2 ne peut débuter que lorsque la remise en état de la phase n est terminée. L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

(...)

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. (...)

L'exploitant met en place une procédure d'admission des déchets extérieurs admis en remblai, dans laquelle est notamment précisée la liste des matériaux conformes, ainsi que la procédure de refus en cas de matériaux non-conformes. Cette procédure est parfaitement connue du personnel chargé de l'accueil et de la gestion des matériaux sur le site jusqu'à leur mise en remblai.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régilage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Les matériaux extérieurs au site sont déposés sur une aire de réception qui permet de contrôler visuellement la nature des matériaux. Cette aire peut être déplacée suivant le phasage de l'exploitation du site. Elle fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations permettant de la situer.

Dans le cas où des déchets non autorisés (plastiques, métaux, bois, etc.) sont détectés, ceux-ci sont triés et disposés dans des bennes prévues à cet effet et installées à proximité immédiate. Ils sont éliminés vers des filières autorisées.

L'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique.

(...)

L'exploitant tient à jour un plan topographique. Ce plan coté en plan et en altitude permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre pré-cité (maillage de 30 mètres sur 30 mètres maximum).

Les documents, registres et plans cités ci-dessus sont conservés pendant toute la durée de l'exploitation et sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le remblayage de la carrière avec les déchets inertes extérieurs est organisé de manière à assurer la stabilité de la masse des déchets, en particulier à éviter les glissements. Il est réalisé de manière à combler les parties en hauteur avant d'étendre la zone de stockage pour limiter, en cours d'exploitation, la superficie soumise aux intempéries.

(...)

La quantité de matériaux mise en remblai est communiquée annuellement à l'inspection des installations classées lors de l'enquête annuelle (GEREP).

Constats :

La remise en état est en cours au niveau des surfaces correspondant aux phases 0 et 1. En 2026, l'exploitant prévoit de prioriser le remblaiement au Nord de la zone 1 et planifie une fin de travaux pour la zone 0. L'accès de la zone 1 reste soumis aux aléas de la météo. A ce stade, le principe de remise en état à l'avancée est respecté.

Par ailleurs, la procédure "acceptation des matériaux inertes" (PE-N-10 - version 7) a été consultée. Elle fixe clairement les responsabilités, la méthode d'acceptation et de traçabilité, ainsi que les moyens nécessaires sur site. Une aide à l'identification de chantiers ou activités dites "polluantes" est également présente.

Sur ce point, il est nécessaire d'ajouter les terrains ou constructions ayant subi un incendie au regard des imbrûlés et émulseurs potentiellement présents, et les terrains ayant accueillis des dépôts sauvages, en particulier avec des pratiques de brûlage à l'air libre.

Une mise à jour du document est également nécessaire pour cibler :

- le portail Internet Géorisques.gouv.fr qui a absorbé les bases de données Basias et Basol ;
- Trackdéchets comme portail unique de déclaration des déchets, terres excavées et sédiments.

Sur la base du contrôle terrain, les déchets de type terres et cailloux en stock pour le remblayage n'appelle pas de remarque.

Par sondage, l'application de la procédure pour l'entrée de déchet de terrassement en provenance de l'EHPAD de Blanquefort ou encore, de terres traitées en provenance de Solvalor a été contrôlée et n'appelle pas de remarque.

L'exploitant a justifié d'un refus de croûte d'enrobé la semaine précédant l'inspection.

Par sondage, les déclarations dans le RNDTS d'avril 2025 ont été consultées et n'appellent pas de remarque. En revanche, les déclarations devant désormais être basculées dans l'application TRACKDECHETS depuis mai 2025 sont manquantes depuis septembre 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de régulariser la traçabilité des déchets entrants via le portail internet Trackdéchets (<https://trackdechets.beta.gouv.fr/>).

La procédure d'acceptation des déchets inertes est à mettre à jour selon les recommandations pré-citées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Lavage des matériaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2018, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion de l'eau
Prescription contrôlée : <p>L'eau nécessaire au lavage des matériaux est prélevé par pompage dans un bac d'eau claire de 250 m3 de l'unité de floculation et de recyclage. Un appoint est réalisé par pompage dans la nappe superficielle par l'intermédiaire de deux forages. Le débit maximum de l'appoint est de 75 m3/h (60 000 m3/an).</p> <p>L'installation de lavage doit permettre le recyclage intégral des eaux utilisées. Les prélèvements dans le milieu naturel ne compensent que les pertes par évaporation ou infiltration. La quantité d'eau rejetée doit être mesurée chaque mois. Le floculant utilisé contient au maximum 500 ppm d'acrylamide monomère. Les boues floculées produites par l'installation sont envoyées par une conduite vers un bassin de décantation.</p>
Constats : <p>Le traitement des matériaux s'effectue bien en circuit fermé. L'appoint depuis la nappe vers le bassin d'eau claire est commandé par une sonde de niveau située dans ce bassin.</p> <p>Le relevé des prélèvements mensuels de 2019 à 2024 a été consulté. En moyenne, le prélèvement s'élève à 64 750 m3 sur les 6 dernières années et le taux moyen de recyclage d'eau est de 90,5%. L'exploitant explique les dépassements du seuil de 60 000m3 par la qualité du gisement qui présente plus d'argiles par rapport aux hypothèses prises en compte dans le dossier d'autorisation.</p> <p>Au regard du taux de recyclage et du seuil fixé à 200 000 m3/an par l'arrêté ministériel relatif aux installations de traitement de matériaux d'une puissance supérieure à 550 kW, la gestion de l'eau est jugée satisfaisante. En revanche, une actualisation de l'étude d'impact reste nécessaire.</p> <p>En outre, compte tenu de la qualité du gisement, il a été ajouté au floculant initialement prévu, un épaississant en poudre et un coagulant liquide pour favoriser la décantation des fines au sein des eaux de lavage. Les fiches de données sécurité (FDS) ont été fournies. Pour le FLOQUAT et le FLOPAM SFC, des composants dangereux sont identifiés.</p> <p>La concentration d'acrylamide monomère n'est pas suivi par l'exploitant, ni dans les eaux ni dans les boues.</p> <p>Concernant le contrôle terrain, il est constaté que des conditionnements des produits de traitement sont sans étiquette et que la cuve du clarificateur fuit et présente une oxydation importante au niveau des lignes d'attache de tôle.</p> <p>Pour ce qui concerne l'étiquetage, l'exploitant a justifié de la correction de cette non conformité par courriel du 20/11/2025.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de présenter un plan d'action pour réparer les fuites du clarificateur et justifier de sa résistance.</p>

<p>Par ailleurs, dans le cadre de la mise à jour du dossier d'autorisation avec les modifications de phasage (cf. constat 1), il est demandé d'analyser le besoin d'ajustement du volume prélevé autorisé au regard de la réalité du gisement en justifiant la mise en œuvre des meilleures techniques disponibles en matière de recyclage et en étudiant l'incidence environnementale d'une augmentation de prélèvement.</p> <p>De même, l'ajout de nouveaux produits de traitement mérite d'actualiser l'analyse de l'impact sur les boues et eaux rejetées, avec proposition de suivi de paramètres pertinents.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Obligations en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1,2 et 3
Thème(s) : Actions régionales, Champ d'application
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Art.1 I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.</p> <p>Art.2 I. - Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; - alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; - alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; - crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. <p>Art.3 Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : (...)</p> <p>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Compte-tenu des prélèvements d'appoint dans la nappe (voir fiche du constat 5), l'arrêté ministériel "sécheresse" s'applique à l'installation de traitement.</p> <p>En revanche, sur la base du suivi depuis 2019, il est constaté un taux de recyclage entre 89 et</p>

<p>92,5%.</p> <p>Ainsi, l'installation de traitement entre dans le champ d'exclusion et n'est donc pas concernée par les obligations de réduction de "l'arrêté sécheresse". Pour autant, l'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des éléments définis à l'article 4 de l'arrêté sécheresse précité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2018, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des mesures du niveau de bruit et de l'émergence sont réalisées lorsque l'extraction se rapproche des zones habitées. En tout état de cause, un contrôle de ces mesures est réalisé tous les 3 ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier contrôle a été réalisé en avril 2024. Le rapport référencé T8522 de l'ENCEM a été consulté.</p> <p>Le contrôle est représentatif des activités de la carrière et des installations de traitement des matériaux.</p> <p>Il est constaté l'absence d'un point de contrôle en limite du site, au Nord, selon annexe 7 de l'autorisation de 2018. Concernant les résultats, ils sont conformes.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Pour la prochaine campagne, il est demandé à l'exploitant de compléter son implantation des points de surveillance du bruit en limite de site.</p> <p>Les résultats seront à transmettre à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 12 mois</p>

N° 8 : Prévention de la pollution des eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2018, article 7</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales sont orientées vers le plan d'eau qui est réalisé au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation. Une analyse du plan d'eau est effectuée annuellement afin de vérifier les paramètres suivants : pH, température, MES, DCO, HCT.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et de déchargement, notamment celles de l'aire de lavage et de</p>

l'atelier, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquats permettant de traiter les polluants en présence.

Un contrôle de paramètres définis ci-dessus est effectué annuellement.

Un suivi piézométrique semestriel des eaux souterraines sera réalisé sur les piézomètres figurant à l'annexe 6.

Constats :

Les résultats des campagnes de suivi 2024 et du premier semestre 2025 ont été fournis (rapports Asstech'environnement/Aïgassol ref. 12.004.CR.18 à 20). Les fréquences et les points de mesure sont respectés. Les résultats n'appellent pas de commentaire. Aucune dérive n'est constatée.

En revanche, il est à noter que l'endommagement des capots et l'absence de cadenas sont signalés sur 3 piézomètres depuis au moins mars 2024 sans qu'aucune action corrective n'ait été engagée. Sur le terrain, capots cassés et dégradation de la margelle béton sont effectivement constatés.

Par courriel du 20/11/2025, l'exploitant a justifié de la mise en place de nouveaux bouchons de piézomètre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'accompagner la prochaine présentation des résultats de suivi piézométrique d'un état des ouvrages au regard de l'article 8 de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature Loi sur l'eau.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Qualité de l'air ambiant

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 39 et 57

Thème(s) : Risques chroniques, Retombées de poussières

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières.

Il met en place un réseau permettant de mesurer le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) - méthode des plaquettes de dépôt - et de la norme NF X 43-014 (2017) - méthode des jauges de retombées - est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

La fréquence des mesures de retombées de poussières est au minimum trimestrielle.

Constats :

Quatre campagnes trimestrielles ont été menées en 2024 (Vu rapport Aïgassol ref. 24.006.CR.Avensan.2024).

Le méthode des plaquettes suivant la norme NF X 43-007 (2008) a été retenue.

Le plan de surveillance et les résultats n'appellent pas de remarque.

Type de suites proposées : Sans suite